

LES PAYS BALTES

en 100 questions

DE LA MÊME AUTRICE

Des Ponts à l'Est. Liens, blessures et symboles, (dir.), Paris, Éditions Codex, à paraître.

Les Lettons, avec Éric Le Bourhis, Paris, Ateliers Henry Dougier, 2017.

Les États baltes en transition. Le retour à l'Europe, avec Matthieu Chillaud [dir.], Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2012.

Itinéraires baltes, (dir.), Saint-Gratien, Regard sur l'Est, 2005.

CÉLINE BAYOU

LES PAYS BALTES en 100 questions

Face à la menace russe

TALLANDIER

Collection « en 100 questions »
créée par François-Guillaume Lorrain

Cartes : © Légendes Cartographie / Éditions Tallandier, 2026

© Éditions Tallandier, 2026
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

Introduction

« Mon idée, c'est que notre histoire est commune :
votre histoire est la nôtre, et réciproquement.
Une Europe différente de celle du xx^e siècle
ne peut se construire que sur une compréhension
de notre histoire commune, de ses héroïsmes
et de ses lâchetés, de ses victoires et de ses pertes,
de ses crimes et de ses hauts faits démocratiques et humains. »
Vaira Viķe-Freiberga¹

Bien avant les autres pays européens, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont été les cibles de la guerre hybride menée par la Russie contre l'Occident : chantage énergétique, actions de désinformation, cyberattaques, inondation des systèmes bancaires locaux par l'argent sale russe à des fins de blanchiment, incidents mineurs mais répétés aux frontières, instrumentalisation des flux migratoires, brouillages GPS, violations des espaces aériens, survols ou échouements de

1. Vaira Viķe-Freiberga (présidente de la Lettonie, 1999-2007), entretien conduit par Antoine Jacob, « Votre histoire est la nôtre, et réciproquement », in Céline Bayou (dir.), *Itinéraires baltes*, Saint-Gratien, Regard sur l'Est, 2005, p. 27.

drones et de ballons de contrebande, entraves à la navigation, incendies criminels, colis piégés, sabotages d'infrastructures critiques – notamment de câbles et tubes sous-marins –, etc. Ces tentatives de déstabilisation se sont installées depuis plus de quinze ans dans le paysage des pays baltes. Elles se sont ensuite multipliées et intensifiées à partir de 2022 et de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie. Si elles se maintiennent juste en dessous du seuil qui pourrait être jugé par les pays ciblés et leurs alliés comme justifiant une réponse conventionnelle, ces attaques sont toutefois suffisantes pour diffuser dans les États baltes un sentiment permanent d'insécurité, susciter leur vigilance extrême et leur mobilisation, mais aussi faire peser le risque de divisions au sein des sociétés.

Depuis des années, ces trois pays ont tenté d'alerter, notamment au sein de l'Union européenne (UE) et de l'OTAN, sur la menace que la Russie faisait peser sur la sécurité européenne et sur la cohérence de nos sociétés. Ils n'ont d'abord pas reçu une écoute très attentive de la part de leurs partenaires, tout occupés à se réjouir des fameux « dividendes de la paix » nés de la disparition de l'URSS et, avec elle, de la guerre froide. Il aura fallu bien des passages de lignes rouges par la Russie ailleurs en Europe pour que la voix des Baltes soit enfin entendue et non plus jugée, avec un brin de condescendance, comme une manifestation de leur traumatisme historique, né de l'attitude à leur égard d'un voisin qui leur avait indéniablement posé plus de problèmes que procuré de satisfactions. Les pays baltes ont longtemps pâti de cette absence d'écoute, alors que leurs alertes auraient dû nous aider à prendre conscience de la menace russe. Ils ont généralement interprété notre relative indifférence comme résultant de leur position de « petits » et « nouveaux » au sein des instances euro-atlantiques, comme si leur adhésion

formelle n'avait pas vraiment signé leur retour plein et entier à l'Europe, après cinquante ans d'occupation soviétique.

Il est vrai qu'évoquer les trois pays baltes, même aujourd'hui, force à revenir sur quelques clichés dont nos regards, à tout le moins en France, resteraient encore empreints : l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie demeuraient pour nous des pays trop lointains, trop périphériques, trop nordiques... pour nous être familiers. Pourtant, fort symboliquement, c'est un ingénieur de l'Institut national géographique français qui a estimé en 1989 que le centre géographique de l'Europe se situait un peu au nord de la capitale lituanienne, Vilnius. Leur étrangeté serait également attachée à leur jeunesse puisque, pour deux d'entre eux, leur unique existence étatique avant 1991 fut une éphémère parenthèse d'une vingtaine d'années, entre 1918 et 1940. Il est temps sans doute de mettre à bas ces poncifs qui n'ont aucune raison d'avoir cours tant ces États, depuis trente-cinq ans maintenant, ont consolidé leur souveraineté et sont devenus parties prenantes des débats européens : peut-on qualifier de lointains ou de périphériques des pays qui s'affirment chaque jour à la fois européens, démocratiques et modernes ? Souligner leur taille réduite, alors qu'ils ne sont « petits » (en superficie et en population) que comparativement à leur grand voisin russe menaçant est-il pertinent ? Convient-il encore de les qualifier de jeunes quand la Lettonie comme l'Estonie appréhendent leur première indépendance comme un épisode qui, pour avoir certes été bref, n'en fut pas moins fondateur de leur existence étatique actuelle, et quand elles rappellent que ce sont en partie leurs combats pour la souveraineté qui, au cours des différentes périodes d'« éveil », ont créé leur identité ? Ou encore quand la Lituanie aime à citer le fait qu'elle fut, en son temps, le plus grand État d'Europe, de la Baltique à la mer Noire ? Est-il juste, enfin,

de sous-entendre qu'ils nous seraient étrangers du fait de leur identité nordique, à un moment de l'histoire européenne où les pays du continent n'ont sans doute jamais été si rassemblés (à quelques nuances près, un tout petit peu plus au sud), notamment grâce aux postures unanimes des pays qui bordent la mer Baltique ?

États centraux de l'Europe, donc, les pays baltes peuvent se targuer d'un franc succès, en quelque trois décennies, pour être parvenus à ce résultat. Pourtant, peu nombreux étaient ceux qui, en 1991, pariaient sur la longévité de leurs indépendances. Il en aurait fallu plus pour les arrêter dans leur marche résolue vers l'UE et vers l'OTAN, priorités absolues de leurs politiques étrangères jusqu'à l'aboutissement, en 2004. Quitte à sembler troquer l'appartenance subie à une union (soviétique) pour une autre (européenne), choisie cette fois. Leur pari était que cette appartenance serait l'une des garanties de leur souveraineté.

Tout comme leur histoire ne s'est pas arrêtée en 2004, elle n'a pas, loin s'en faut, débuté en 1918 avec leurs déclarations d'indépendance. Cet élément est clair pour la Lituanie, constituée en État dès le Moyen Âge. Pour les deux autres, c'est au XIX^e siècle qu'une partie de l'intelligentsia germano-balte présente dans la région commença à considérer les Estes et les Lettons comme des nations, définies essentiellement par leur langue. Paradoxalement, ce sont ces Germano-Baltes, tout occupants qu'ils fussent, qui contribuèrent à l'éveil de ces peuples, par l'alphabétisation, l'éducation et l'accès à la langue écrite locale, donc à la littérature. Cet aiguillon joua le rôle de déclencheur d'une prise de conscience identitaire. Pour autant, les indépendances de 1918 n'ont malheureusement pas rimé avec effacement des menaces. Cela forgea chez eux une approche bien spécifique des questions de souveraineté et de sécurité.

Or combien il est difficile, aujourd'hui comme hier, d'évoquer ces trois pays baltes en faisant abstraction de l'ombre portée sur eux par cette Russie avec laquelle ils partagent environ 800 kilomètres de frontière terrestre et qui les a toujours préoccupés ! De fait, s'il est un pays dont on serait désormais fondé à souligner la distance, la périphérisation et l'étrangeté, c'est bien plutôt la Russie de Vladimir Poutine qui, en assumant de devenir une puissance de nuisance, affirme chaque jour qu'elle ne se veut plus européenne. Les pays baltes, en se débarrassant du joug soviétique à la toute fin des années 1980, entendent bien échapper à l'emprise russe. Définitivement, espèrent-ils. Et ils agissent sans relâche pour se détacher de l'impérialisme russe et sortir du statut d'objets pour devenir de véritables sujets de leur propre destinée.

Les Baltes reprochent notamment aux Soviétiques/Russes de n'avoir jamais eu à répondre de ce qu'ils avaient fait : depuis longtemps, ils rappellent que la victoire de l'URSS contre l'Allemagne nazie ne peut en aucun cas blanchir le régime stalinien de ses crimes. Selon eux, il est en effet vain d'espérer voir émerger une Russie démocratique tant que le pays n'aura pas procédé à ce travail d'évaluation. C'est même précisément parce qu'il s'en est « auto-exonéré » qu'il a plongé depuis février 2022 l'Ukraine, l'Europe et le monde dans une guerre atroce et une mise en jeu fondamentale de l'ordre de sécurité bâti depuis 1945. On comprend mieux la distance, précisément, qui a pu séparer les trois Baltes, forts de leur expérience historique et de leur vision des événements du ^{xx}^e siècle en particulier, de la perception défendue par des pays situés plus à l'ouest de l'Europe. L'ancienne présidente lettone Vaira Vīķe-Freiberga² a souvent fait le reproche à

2. Voir la question 31 : « Quel a été l'apport de la présidente Vaira Vīķe-Freiberga à la consolidation de l'État letton ? », p. 110.

cette Europe de sa vision qualifiée de « monoculaire » : la victoire militaire de l'URSS, indéniable, n'était pas pour autant une victoire de la démocratie. Or, non seulement l'Europe de l'Ouest a feint ne pas le comprendre au lendemain de la capitulation nazie, mais elle n'a pas non plus œuvré à ce que la Russie, une fois libérée du soviétisme, procède à son travail de mémoire. Au contraire, en lui accordant d'emblée un blanc-seing que les Baltes, eux, se gardaient bien de lui offrir, l'Europe de l'Ouest a en quelque sorte procédé comme si rien ne restait à régler et comme si les comptes étaient soldés.

Cette différence d'appréciation explique bien des malentendus au cours des vingt premières années du ^{xxi}^e siècle, et il aura malheureusement fallu la guerre à grande échelle lancée par la Russie en Ukraine le 24 février 2022 pour, partiellement, déciller l'Europe de l'Ouest et la mener à poser sur la Russie contemporaine un regard un peu plus proche sans doute de celui des pays baltes. Là encore, selon eux, dans cette guerre d'ampleur, une victoire militaire sur l'agresseur ne suffira pas : il faudra des réparations et que la justice internationale fasse son travail cette fois, mais il conviendra aussi de s'interroger sur l'identité réelle de cette Russie révisionniste, impérialiste et qui s'est affranchie de toutes les règles internationales : cette guerre est-elle celle de V. Poutine ou celle de la Russie, demandaient-ils dès septembre 2022³ ?

Pour les pays baltes, la Russie a depuis longtemps porté la guerre sur leurs territoires, guerre hybride qui prend mille visages et qui vise à les fragiliser. Les trois pays estiment qu'ils ne sont pas encore en guerre contre la Russie mais

3. Kersti Kaljulaid (présidente de l'Estonie de 2016 à 2021), citée par Sylvie Kauffmann dans *Les Aveuglés. Comment Paris et Berlin ont laissé la voie libre à la Russie*, Paris, Stock, 2023, p. 418-419.

qu'ils ne sont déjà plus en paix. Ils y résistent autant que possible avec leurs propres moyens mais aussi en mettant en œuvre les principes de coopération, se prévalant d'ailleurs de leur légitimité incontestée au partage d'expérience. Mais ils sont aussi conscients de leurs vulnérabilités. Parmi elles, on peut citer leur modernité numérique, qui les expose aux attaques cyber. Mais on est tenté de regarder aussi du côté de la présence de minorités russophones instrumentalisées depuis des années par Moscou. Dans un monde où le Kremlin développe des récits où la vérité n'a quasiment plus droit de cité, aucun scénario ne peut être écarté : les Baltes savent qu'une attaque conventionnelle ne peut désormais être exclue, menace que leurs alliés commencent également, enfin, à évaluer. Le prétexte d'une défense de ces minorités prétendument maltraitées pourrait être saisi à tout moment, appelant à un engagement militaire russe de faible ampleur⁴ : la question, double et vertigineuse, est dès lors de savoir si la Russie souhaite ou souhaitera tester l'OTAN et si cette dernière se montrera prête, alors, à remplir ses obligations.

4. Dès 2016, la BBC avait diffusé un docufiction passionnant, développant un scénario de « défense » par la Russie des russophones de Daugavpils, *World War Three. Inside the War Room* (visionnable sur Dailymotion). Plus récemment, l'expert militaire allemand Carlo Masala a imaginé un scénario d'intrusion des forces russes à Narva au prétexte de « retour au sein de notre immense nation » dans *La Guerre d'après. La Russie face à l'Occident* (Paris, Grasset, 2025). L'expert français Michel Duclos s'est également penché sur un scénario de déstabilisation des pays baltes par la Russie, dans « L'OTAN à l'épreuve de la menace russe. L'hypothèse balte », *Institut Montaigne*, novembre 2025. Stéphane Audrand évoque les options les plus rentables pour la Russie, parmi lesquelles certaines concernant les pays baltes, dans « Par où Poutine attaquera-t-il l'Europe », *Le Grand Continent*, 12 décembre 2025.

HISTOIRE

Doit-on parler de pays baltes ou de pays baltiques ?

Dans sa recherche de précision, la langue française crée paradoxalement une confusion lorsqu'il s'agit d'évoquer les trois pays situés au sud-est de la mer Baltique. Dans d'autres langues (dont l'anglais et l'allemand), l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie sont tout simplement désignées comme des pays « baltiques » : les expressions *Baltic States* ou *Baltische Staaten* s'appliquent bien à ces trois pays, à la différence de *Baltic Sea countries* ou *Ostseestaaten* qui englobent l'ensemble des neuf pays riverains de la mer Baltique, incluant dès lors la Pologne, la Finlande, la Suède, etc.

On peut se demander d'ailleurs pourquoi il serait nécessaire de différencier ces trois pays de leurs voisins maritimes et de tenter d'en faire un ensemble spécifique. Certes, outre leur façade littorale, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont en commun une autre caractéristique géographique, à savoir leur taille (en superficie comme en population), à peu près comparable et remarquable par sa modestie (entre 45 000 et 65 000 kilomètres carrés pour des populations entre 1,3 et 2,8 millions d'habitants). Mais, surtout, c'est le critère historique qui invite à les aborder conjointement et à exclure leurs voisins : ces trois pays ont en partage une certaine

communauté de destin, tout particulièrement depuis le milieu du XIX^e siècle.

Il n'en reste pas moins qu'à trop vouloir être précis, le français fait fi des considérations ethniques et linguistiques : au regard de ces critères, seules la Lettonie et la Lituanie sont authentiquement baltes. Les racines des Estoniens sont en revanche finno-ougriennes, à l'instar de la Finlande et de la Hongrie. Il est donc impropre de qualifier l'Estonie de balte.

Pour remédier à cette erreur, certains abandonnent l'usage aujourd'hui courant et préfèrent parler de pays baltiques en référence aux « provinces baltiques », expression employée à partir de la première moitié du XIX^e siècle pour évoquer les territoires des actuelles Estonie et Lettonie et refléter la conscience d'une identité régionale. L'expression « pays baltiques » crée toutefois une nouvelle confusion puisqu'on ne sait pas si elle s'applique aux trois pays baltes, aux quatre (incluant la Finlande, comme ce fut le cas en particulier durant l'entre-deux-guerres pour désigner les pays ayant acquis ou réacquis – Lituanie – leur indépendance) ou à l'ensemble des pays riverains de la Baltique.

L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont pu parfois se montrer agacées, notamment au cours des années 1990 lorsqu'elles cherchaient à consolider leur souveraineté, de se voir ainsi aborder comme un tout cohérent. La présidente lettone Vaira Vīķe-Freiberga (1999-2007) s'est ainsi insurgée contre la tendance à les considérer comme des « triplets baltes », dénonçant la propension de certains à ne pas les différencier, voire à les confondre. Sans parler de leur état de choc en 2018 lorsque, à l'occasion d'une tournée commune des trois chefs d'État aux États-Unis, le président Donald Trump les confondit avec les pays des Balkans et leur reprocha leur responsabilité dans le déclenchement des guerres qui avaient accompagné la dislocation de la Yougoslavie.

HISTOIRE

Les trois pays sont eux-mêmes ambigus concernant la cohérence de cet ensemble balte dont ils jouent parfois, lorsque cela leur semble opportun pour mieux faire entendre leur voix sur la scène internationale notamment, mais qu'ils n'hésitent pas à dénoncer ensuite quand la concurrence entre eux est la plus forte.

L'Estonie est-elle balte ?

Sur le plan identitaire, l'Estonie ne se revendique pas balte. Si elle est traditionnellement associée à ses voisins méridionaux letton et lituanien pour former le groupe des pays – ou États – dits « baltes », elle aime à s'affirmer plutôt proche de la Finlande, voire de la Suède. Linguistiquement, l'estonien appartient bien, comme le finnois, à la famille des langues dites « fenniques », qui n'ont rien à voir avec les langues baltes, groupe auquel sont rattachés le letton et le lituanien.

Mais le marqueur linguistique doit-il être l'unique étalon de définition identitaire ? La géographie (configuration, taille, continentalité) de même que l'histoire (une certaine communauté de destin, en particulier depuis le ^{xix}^e siècle) rapprochent en effet naturellement l'Estonie de ce groupe balte, aussi artificiel puisse-t-il paraître.

Depuis la création de l'État estonien en 1918, puis après la fin de la tutelle soviétique en 1991, la question de l'identité estonienne a été au cœur du débat national. Les élites, notamment, se sont interrogées sur la meilleure façon d'affirmer – et donc de consolider – l'existence de cet État neuf et fragile, du moins dans le regard des pays tiers. Dans cette démarche, l'appartenance à un ensemble nordique a souvent

paru plus porteuse que la revendication d'une identité balte jugée trop modeste : dans l'imaginaire collectif, être nordique rime notamment avec prospérité et modernité. Au début des années 2000, des intellectuels estoniens ont par exemple suggéré de modifier le nom du pays d'Eesti en Estland et d'orner le drapeau, composé de trois bandes horizontales blanc-noir-bleu, d'une croix scandinave. Le président estonien Toomas Hendrik Ilves (2006-2016) a un moment exprimé ses propres interrogations *via* Twitter (dont il était un adepte), s'interrogeant sur la meilleure façon de présenter son pays : il aboutit un moment à l'idée que l'Estonie était le seul « pays nordique post-communiste », façon de se démarquer en affichant une identité unique. Si ces projets ont fait long feu (le concept de « post-communiste » est vite apparu comme un fardeau dont il valait mieux se débarrasser alors que le pays cherchait à se « désoviétiser » dans les faits et dans les perceptions ; par ailleurs, si le pays peut se définir nordique, il n'est en revanche pas scandinave), ils sont révélateurs de la volonté d'assurer le marketing national (« *nation branding* ») du pays.

Les propositions citées en disent long également quant à cette envie de ne pas être associé aux voisins baltes. Il faut dire que Tallinn a tout fait, durant la période de réaffirmation de l'État estonien et de rapprochement des instances euro-atlantiques, pour marquer sa spécificité. Mais l'Estonie, en se distinguant de ses voisins baltes, a aussi marqué sa volonté de se présenter comme le « meilleur élève » du groupe (parce que nordique, donc efficace), procédant à toutes les réformes attendues par l'UE et par l'OTAN afin de les rejoindre le plus rapidement possible, quitte à reprocher parfois à la Lettonie et à la Lituanie de prendre trop de temps et de retarder la marche d'un ensemble, puisqu'ensemble il y avait.

3

Les terres baltes ont-elles toujours été des voies de passage ?

Un délicieux court métrage des maîtres lettons du cinéma d'animation Māris Putniņš et Jānis Cimermanis, intitulé *Letton (Latvietis)*¹, prétend retracer en quelques minutes l'histoire de ce peuple pacifique. Il alimente le mythe du Letton spectateur de l'Histoire, qui en subit les vicissitudes parce qu'il se situe sur le passage de quelque invasion mue par des ambitions plus lointaines, alors que lui n'aspire qu'à vivre en marge, protégé par ses forêts et ses lacs, isolé des violences et exempt des rêves de conquête.

La réalité historique est évidemment plus complexe, même s'il est vrai que les terres des futurs pays baltes ont bien été des voies de passage importantes. Entre Nord et Sud d'abord, puisque dès le VII^e siècle, les ancêtres suédois et danois des Vikings traversèrent la région vers Byzance à des fins commerciales, avant que les Vikings eux-mêmes ne marquent leur intérêt pour les ressources en ambre et en miel de cet espace où ils ne tentèrent pas de s'installer. Entre Est et Ouest également, sous l'effet de poussées slaves notamment. Pendant des millénaires, les futurs Baltes, issus de

1. En ligne : <https://youtu.be/L8HA5AaZVn4?si=EiCV-aqZgEVTih-Y>

tribus originaires vraisemblablement des confins himalayens puis installées dans le bassin de la Volga (finno-ougriens) avant de s'aventurer en 5000 av. J.-C. vers les rives de la Baltique (les Proto-Baltes les rejoindront vers 3000 av. J.-C., en provenance des bassins du Dniepr et de la Berezina), ont dû gérer le fait de se trouver à la jonction des aires d'expansion des peuples scandinaves, allemand et russe, pas tout à fait centraux mais jamais complètement marginalisés. C'est ainsi que des sociétés marchandes se sont peu à peu développées dans ces régions, les populations locales participant aux échanges (dont le commerce de l'ambre, prisé dès l'Empire romain) mais sans que les denrées soient directement acheminées par elles. Une fois sédentarisées, elles se sont adonnées à l'agriculture et à l'élevage, ne manifestant pas de grandes ambitions conquérantes ou d'appétence à voir le vaste monde. Le relatif isolement qui en a résulté a contribué à un certain décalage : alors qu'il s'étend de 800 jusqu'à 50 av. J.-C. environ en Europe de l'Ouest, l'âge du Fer commence dans la région au début de l'ère chrétienne et durera douze siècles.

Pour autant, ces populations n'ont pas été passives. Ainsi, les Estes (ancêtres des Estoniens) et les Baltes ont su se révéler de rudes guerriers qui, du VII^e au X^e siècle, ont résisté aux conquérants slaves, voire n'ont pas hésité parfois à envahir les territoires de leurs voisins. On connaît notamment la réputation de piraterie des Estes en mer Baltique, dès le X^e siècle. En outre, ces territoires ont aussi été des fins en soi pour les conquérants : au III^e siècle, les Lettes (ancêtres des Lettons) ont par exemple été inclus dans l'empire des Goths, peuple germanique qui subira lui-même les coups de boutoir des Huns vers la fin du IV^e siècle.

Mais c'est surtout à partir du XII^e siècle, lorsque l'Europe féodale décide de se lancer dans la « colonisation de l'Est »,

HISTOIRE

que les terres baltes vont devenir de véritables objectifs : la conversion des païens par les chevaliers et princes germaniques s'avère alors un parfait prétexte pour conquérir les régions de l'outre-Elbe et s'accaparer des terres. D'abord bien accueillis par les populations locales lassées des attaques slaves et finnoises, les missionnaires germaniques se heurteront vite à une forte résistance des tribus baltes (et plus spécifiquement lituaniennes), une fois établi que, sous prétexte de christianisation, les ambitions des Allemands sont celles de colons.

Quand cette région a-t-elle été christianisée ?

On souligne fréquemment le caractère tardif de la christianisation des Baltes, qualifiés de derniers peuples païens d'Europe. Ce n'est en effet qu'à partir de la fin du XII^e siècle que cette région encore largement divisée, peu peuplée et demeurée polythéiste commence à susciter les convoitises d'une Europe chrétienne en mal d'espace et de nouvelles terres fertiles, mais également attirée par le potentiel commercial de contrées situées sur les routes, vers le monde russe notamment. Des missionnaires allemands se mêlent alors aux marchands que, sous prétexte d'évangélisation, ils accompagnent et protègent.

Avant tout port et place forte, la ville de Riga est ainsi fondée en 1201 à l'embouchure du fleuve Daugava par le nouvel évêque, Albert de Buxhoeveden. Rapidement, la résistance des tribus baltes s'exprime avec vigueur : les premiers cisterciens échouent à créer des monastères en Livonie (sur les terres de la future Lettonie) et la colonisation se heurte aux raids dévastateurs des autochtones. Le pouvoir militaire des évangélisateurs s'affirme alors : après les missions spontanées initiales, soutenues par les princes allemands, on passe rapidement à une christianisation par le fer et à de véritables

croisades initiées par la papauté. L'ordre Porte-Glaive, créé par l'évêque de Riga pour évangéliser la Livonie, fera certes long feu, mais sera écrasé par la résistance des populations locales à Saule en 1236. Il sera alors intégré à celui des fameux chevaliers teutoniques, créé en Terre sainte et dont les protagonistes ont été appelés par un prince polonais afin de défendre la région : pour rendre leur mission plus attractive, le pouvoir leur octroie le droit de s'emparer en leur nom propre des terres baltes qu'ils conquièrent. Ainsi, malgré la résistance notable des populations locales, malgré aussi les rivalités entre chevaliers, évêques et commerçants de la région, les tribus lettones et estoniennes finissent par être converties : en 1290, la dernière tribu résistante, celle des Sémigaliens, se soumet à l'ordre religieux imposé. Dès lors, les Teutoniques sont maîtres de la Lettonie et du sud de l'Estonie actuels.

En revanche, ils se heurtent en Lituanie à la résistance de combattants encore plus aguerris et, surtout, réunis en un État qui rassemble les terres du bassin du Niémen. En effet, en 1253, le prince Mindaugas est couronné premier souverain lituanien, après s'être converti au christianisme avec ses chevaliers mais créant, en plein Moyen Âge, un grand État païen en Europe. À plusieurs reprises (notamment lors de la bataille de Durbe en 1260), les forces germaniques sont littéralement anéanties par les forces lituaniennes qui, durant deux siècles, vont continuer de leur opposer une farouche résistance. Ce n'est qu'à la fin du ^{xiv}^e siècle que le grand-duc de Lituanie Jagellon, conscient du caractère inéluctable de la christianisation pour faire entrer son État dans le concert européen, décide de se rapprocher du royaume polonais en concluant une union personnelle par mariage. Couronné roi de Pologne, il impose la conversion au christianisme de la noblesse lituanienne puis, progressivement,

HISTOIRE

de la population. Le paganisme disparaîtra officiellement du grand-duché en 1420.

Qu'il s'agisse des tribus estes, lives ou du grand-duché de Lituanie, l'évangélisation s'est donc faite dans cette région par contrainte, tardivement et sur un substrat particulièrement bien ancré de polythéisme. Ces conditions particulières expliquent pourquoi elle peinera à effacer, sous un vernis de christianisme, un paganisme dont les pays baltes gardent jusqu'à aujourd'hui les traces.

La Lituanie a-t-elle vraiment été le plus grand pays d'Europe ?

Les Lituaniens aiment à rappeler que leur pays fut « le plus grand État d'Europe », s'étendant de la Baltique à la mer Noire. Cette mémoire de grand pays les différencie des Lettons et Estoniens voisins, dont l'existence en tant qu'États fut en outre largement plus tardive. Il est vrai que les tribus lituaniennes sont parvenues à s'assembler dès le ^{xiii}^e siècle, à un moment où les peuples situés plus au nord restaient désunis et de ce fait, plus faibles.

Cette union est le résultat de la conscience de contingences et d'opportunités. Au début du ^{xiii}^e siècle, les tribus lituaniennes se savent cernées par des puissances menaçantes, l'Église catholique polonaise au Sud et ses alliés de l'ordre Teutonique. C'est alors que le prince Mindaugas, qui a vaincu les Teutoniques mais accepte le baptême en 1250, craignant une nouvelle croisade, parvient à assembler les terres du bassin du Niémen (sud-ouest de l'actuelle Lituanie) et à en faire un État, apte à résister aux incursions. Il devient alors le premier roi de Lituanie (1253). Puis, constatant l'affaiblissement des principautés russes et de la menace mongole, Mindaugas place sous sa protection les populations slaves chrétiennes et étend son emprise largement plus au sud, dans le bassin

Le Grand-duché de Lituanie au XIV^e siècle



du Dniepr et jusqu'aux rives de la mer Noire (Bélarus et Ukraine actuels). Les Litvaniens assiègeront même Moscou à deux reprises.

C'est ensuite pour consolider le pouvoir de son grand-duché de Lituanie que Jagellon décide, en 1386, de s'unir à la reine Edwige de Pologne, se convertissant à la religion catholique romaine avec l'ensemble de ses sujets et créant une grande puissance européenne. En 1410, elle défait les Teutoniques lors de la bataille de Tannenberg/Grunwald, victoire qui aura un retentissement considérable en Europe, marquant l'ascendant pris par le grand-duché de Lituanie sur les Germaniques. En 1429, à l'apogée de sa puissance, le grand-duc de Lituanie Vytautas le Grand contrôle une bonne partie des terres russes, dont une portion des rives de la mer Noire : le grand-duché s'étend alors véritablement des rives de la Baltique à celles de la mer Noire, couvrant les territoires de l'actuelle Lituanie, du Bélarus, de l'Ukraine et de la Transnistrie ainsi que certaines régions des actuelles Pologne et Russie.

En 1569, le traité de Lublin consacre la création d'une authentique union polono-lituanienne, la République des Deux Nations (*Rzeczpospolita* en polonais), réunissant quatre millions d'habitants et au sein de laquelle la Lituanie conserve une autonomie institutionnelle avec son propre gouvernement, sa législation, son armée, son Trésor... mais sans parvenir à contenir l'influence polonaise. Jusqu'aux premières décennies du ^{xviii} siècle, cette république nobiliaire se distingue – notamment par son caractère fédéral – des autres puissances européennes. Au milieu du ^{xvii} siècle, alors que la création d'un véritable État polono-lituanien paraît bien engagée, la révolte ukrainienne de Khmelnytsky, la guerre contre la Russie et l'intervention inattendue de la Suède affaiblissent toutefois considérablement le grand-duché

HISTOIRE

de Lituanie. Finalement, entre 1772 et 1795, la République des Deux Nations est littéralement dépecée par les puissances voisines, Russie, Prusse et Autriche, partage à l'issue duquel la Lituanie se trouve dans son intégralité annexée à l'Empire russe.